

Discours du Congrès d'Epinay

François Mitterrand Président de la CIR



Discours du Congrès d'Épinay

François Mitterrand
Président de la CIR

13 juin 1971

Mes chers camarades,

J'organiserai mon intervention autour de trois points : d'abord, pourquoi sommes-nous là ? Ensuite, qu'allons-nous faire de l'unité ? Enfin, comment le faire ?

Pourquoi sommes-nous là ?

Parce que nous sommes des socialistes. C'est vite dit ! Je ne vous apprendrai pas les définitions.

Cela suppose pour le moins, quel que soit le choix de chacun, le refus instinctif ou raisonné — instinctif et raisonné, les lois de la raison sont aussi les lois du socialisme -, l'explication de la société autour de toutes les formes de libération dont il est bien sûr que la première, qui commande toutes les autres, est la libération de l'exploitation de l'homme par l'homme dans les structures économiques, et que cette libération s'épanouit par la libération culturelle.

Mais nous ne sommes pas ici pour faire des cours, et il y aurait

meilleur professeur que moi. Je cherche simplement à savoir pourquoi il y a tant de femmes et tant d'hommes dans cette salle aujourd'hui.

Si c'est une fête, moi cela me plaît ! Si c'est une cérémonie, c'est déjà plus ennuyeux mais enfin je veux bien. Si c'est un rite, cela se gâte. Si c'est avec le sentiment que nous sommes des pionniers, les premiers, le petit nombre de beaucoup, si nous avons le sentiment que pour la première fois après 65 ans, enfin nous allons d'abord rassembler — c'est fait -, unifier — je le crois — au-delà de nos personnes et de nos groupes et de nos tendances tous les courants du Socialisme, alors cela vaut la peine !

Les courants, je ne veux pas non plus en faire la liste. Je constate pour le moins que les Marxistes sont nombreux, les vrais et les faux, qu'il y a une tradition proudhonienne débordante, que les personalistes d'[Emmanuel Mounier](#) sont, c'est l'occasion de le dire, Dieu soit loué, parmi nous... et que peut-être pour la première fois ce qui se passe au sein du monde chrétien, et particulièrement de l'Église Catholique, peut signifier sans qu'on s'illusionne encore sur les grandes masses le rendez-vous qu'ont espéré tous ceux qui depuis au moins 25 ans, et ils l'ont dit, sont allés dans ce sens. Ceux que j'approuve, ceux que je désapprouve, ceux qui considèrent même sans savoir, ou qui se demandent toujours, en l'ignorant, si je suis leur ami ou leur adversaire, tous ont souhaité ce moment-là.

Eh bien, si nous sommes réunis ce matin, c'est notre fête à tous, nous tous qui sommes venus pour bâtir le socialisme.

Seulement, qu'allons-nous faire de l'unité ?

D'abord, exister, exister tout simplement physiquement.

Exister, c'est-à-dire les structures, leur développement, le militantisme — sans parler de personnalités plus importantes que d'autres, car il est toujours très ennuyeux d'être considéré comme telle dans un congrès de ce genre -. Est-ce que nous sommes des militants ? Je ne sais pas si je suis un militant, ce que je sais, c'est que je passe ma vie avec mes amis à essayer de faire exister physiquement notre organisation politique. Et cela, quelles que soient nos nuances. Et nous sommes assez divisés, nous aussi, nous sommes tous là très bons camarades, en train de bâtir ensemble dans notre petit département, petit ou moyen, je ne sais pas, le socialisme en action.

C'est pourquoi nous avons pris des positions favorables à un certain nombre de thèmes de décentralisation, de collégialité, d'ouverture. On l'a assez dit, je ne vais pas répéter ce qui a été dit depuis déjà deux jours, excellemment, à cette tribune.

Mais, permettez-moi d'insister sur ce point, il faut aussi que nous existions intellectuellement, par un plus riche apport théorique, et j'ajouterai, pour l'idée que je m'en fais, spirituellement, par une meilleure connaissance de l'homme, et peut-être aussi, par une plus profonde réflexion sur son destin tout au long de sa vie.

Cet approfondissement fait que je crois que la motion B — je m'embrouille dans les lettres, même vis-à-vis de la motion pour laquelle je vote, quelquefois je me trompe — est la meilleure, celle qui demande que la formation au sein du parti connaisse des développements considérables. Exister, s'organiser, se battre sur tous les terrains, militer, je suis, si vous voulez bien, volontaire pour être le militant que vous demandez, un parmi 90 000 aujourd'hui, un parmi 200 000 demain, un parmi les millions de

socialistes qui seront, après-demain, les conquérants de la société française.

Pourquoi sommes-nous ici ? Qu'allons-nous faire de l'unité ?

Eh bien, maintenant que notre parti existe, je voudrais que sa mission soit d'abord de conquérir. En termes un peu techniques, on appelle ça la vocation majoritaire.

Je suis pour la vocation majoritaire de ce parti. Je souhaite que ce parti prenne le pouvoir... Déjà le pêché d'électorisme ! Je commence mal. Je voudrais que nous soyons disposés à considérer que la transformation de notre société ne commence pas avec la prise du pouvoir, elle commence d'abord avec la prise de conscience de nous-mêmes et la prise de conscience des masses. Mais il faut aussi passer par la conquête du pouvoir. La vocation groupusculaire, ce n'est pas la mienne ni celle des amis qui voteront avec moi la même motion.

Mais, conquérir quoi ? Conquérir où ?

D'abord, les autres socialistes, on l'a dit ! Ensuite, je pense — comment cela va-t-il me classer, je ne sais pas encore — je pense qu'il faut d'abord songer à conquérir ou à reconquérir le terrain perdu sur les communistes. Je pense qu'il n'est pas normal qu'il y ait aujourd'hui 5 millions, et quelquefois plus, de Françaises et de Français qui choisissent le [Parti communiste](#) sur le terrain des luttes, et même sur le terrain électoral, parce qu'ils ont le sentiment que c'est ce parti-là qui défend leurs intérêts légitimes, c'est-à-dire leur vie.

Je considère que l'une des tâches de conquête du [Parti socialiste](#), c'est d'être, avec modestie aujourd'hui, laissant

tomber les « paroles verbales », comme disent les diplomates, et sans vouloir faire un effet de congrès, le parti le plus représentatif de ceux dont nous avons parlé tout à l'heure. Ceci ne se fera, pardonnez-moi de le dire, qu'au prix d'actions concrètes.

Lussante a raison, je parle de lui parce qu'il a parlé peu de temps avant moi, c'est sur ce terrain-là que nous sommes trop absents, c'est sur ce terrain-là qu'il faut désormais être présents, afin d'être sûrs qu'ils agissent, qu'ils se rassemblent, qu'ils se battent. Nous avons ensuite à conquérir chez les Gauchistes, dans la mesure même où déjà s'établit une tragique confusion : on emploie indifféremment dans les discours les termes « gauchiste » ou « la jeunesse ». Personnellement je ne pense pas que ce soit vrai. Mais ce n'est pas non plus nous qui la représentons, la jeunesse.

Il est un certain nombre de valeurs qui ont été exprimées par la révolte, puis traduites dans un langage et par des actions déraisonnables et mêmes dangereuses du point de vue de la défense des intérêts des travailleurs. Mais ces valeurs-là, elles existent, et tant que le Parti socialiste ne les exprimera pas avec conviction, tant que ces valeurs, ce besoin d'être responsable, ce besoin de refuser d'être soumis à des intermédiaires qui vous dérobent finalement votre dignité de citoyen, de travailleur, votre dignité de chaque jour... Parce qu'il y a finalement une sorte de déviation de la démocratie parlementaire qui fait qu'au lieu d'avoir délégué au monarque d'autrefois, et à lui tout seul, le droit de penser et d'agir, la démocratie parlementaire, par ses intermédiaires, a fini par manque d'imagination par confisquer tout cela au citoyen, à l'individu, à celui qui veut être lui-même

capable, par l'information et par la formation, par le dialogue et aussi par l'organisation des partis de Gauche, capable de penser lui-même et de décider.

Ces valeurs, on les qualifie parfois d'un mauvais terme — mais les mauvais termes abondent dans nos débats, j'en emploie moi-même — de « qualitatives » ; mais cela veut dire quelque chose, parce qu'assimilant tout l'héritage historique, l'héritage du Socialisme, on voit poindre la certitude que quand même nous aurions, nous, Parti socialiste, bâti la société socialiste, nous n'aurions pas achevé notre tâche, car nous n'aurions pas répondu à certaines interrogations qui étaient dans le cri des révoltés de mai 1968.

Et puis il faut reconquérir les Libéraux. Selon une excellente définition de [Guy Mollet](#) et il me permettra de lui emprunter, dans les classifications qu'il a faites dans un ouvrage de la physionomie politique française, les Libéraux qui évidemment acceptent comme nous l'héritage démocratique dans le domaine politique, mais qui refusent nos méthodes et nos structures sur le plan de l'économie.

Mais les voilà placés devant un choix dont on dit encore dans le langage savant qu'il est bipolaire. Il est nécessaire de faire comprendre à ceux qui y sont disposés que s'il s'agit pour eux de choisir entre la tyrannie et la décadence, quand ce n'est pas la pourriture du capitalisme, et le Socialisme, qui leur déplaît parfois par son esprit de système, ou même par ses signes et ses symboles, s'ils veulent la justice et le droit, ils sont de notre côté.

Et puis il y en a d'autres qui sont indéfinissables. Je ne sais pas comment les appeler. Ils ne savent pas eux-mêmes, d'ailleurs, sans quoi ils seraient ici. Ce sont ceux qui se

multiplient dans des groupes de toutes sortes qui foisonnent : les usagers du métro, les usagers des transports en commun, les parents d'élèves, les groupes d'action municipale, que sais-je encore...

Il faut que tous ceux-là, qui sont livrés à des organisations anarchiques et qui s'appliquent à faire seulement, comme ils disent, « du concret », comprennent qu'on ne fait pas du concret et qu'on est écrasé par la société capitaliste lorsqu'on n'admet pas — c'est ma propre évolution, je suis amené à la comprendre — qu'il est impossible de lutter avec efficacité et de transformer la société par un travail individuel, en refusant une puissante organisation politique.

Si nous faisons l'appel parmi tous ceux-là, communistes, gauchistes, libéraux, indéfinissables, de l'action quotidienne, cela fait beaucoup de monde en perspective ; donc cela nous fait beaucoup d'ennemis. Car ceux sur lesquels nous prétendons reconquérir le terrain perdu, ou conquérir un terrain nouveau, il faut qu'ils le sachent, nous sommes leurs concurrents. Et si nous sommes en mesure d'être souvent leurs amis ou leurs alliés, il n'en reste pas moins que dans le combat politique le Parti socialiste, s'affirmant en tant que tel, a l'audace de vouloir assumer toutes les tâches à la fois !

C'est là que le bât va nous blesser. Tant que je m'en suis tenu aux pétitions de principe et aux intentions généreuses, comment ne pas recueillir la quasi-unanimité des suffrages ? Je veux dire des applaudissements ? Mais il faudra nécessairement distinguer en pourcentage la différence !

Alors qu'allons-nous faire de l'unité ? Et surtout, comment allons-nous faire ?

J'ai écouté [Mauroy](#) à l'instant. Évidemment il reprenait certains thèmes, et je sentais personnellement profondément sa conviction : stratégie globale, structures... on pourrait dire que tous les courants le disent. Il était important qu'il le précise à lui-même. Je ne suis pas non plus un théoricien, et j'essaie de comprendre en moi-même ce que je pense. Ce n'est pas toujours facile. Qui n'est pas pris dans ses propres contradictions ? Qui est un bloc, ici ? Il y en a peut-être... J'allais dire, je les plains !

Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire — qu'on ne m'accuse pas de démagogie, ce serait facile dans ce congrès — oui, révolution. Et je voudrais tout de suite préciser, parce que je ne veux pas mentir à ma pensée profonde, que pour moi, sans jouer sur les mots, la lutte de chaque jour pour la réforme catégorique des structures peut être de nature révolutionnaire.

Mais ce que je viens de dire pourrait être un alibi si je n'ajoutais pas une deuxième phrase : violente ou pacifique, la révolution c'est d'abord une rupture. Celui qui n'accepte pas la rupture — la méthode, cela passe ensuite -, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire..., avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste.

Maintenant nous passons au débat technique, où certains de nos camarades sont vraiment imbattables.

Le mot est à la mode, c'est « stratégie ». Avec les stratégies on fait tout et n'importe quoi. Il me semble que ceux qui procèdent à la stratégie, ce sont des stratèges. Eh bien nous sommes un congrès de stratèges ! Avec des nuances. Il y en a de troisième catégorie, il y en a de deuxième catégorie, il y en a de première catégorie. Si nous étions encore à l'époque du

ravitaillement, on dirait catégorie A ! Je ne disputerai pas la palme de la catégorie A à notre camarade [Poperen](#)...

Je suis allé forcément chercher le Littré. Je vois : « stratégie, art de préparer un plan de campagne, de diriger une armée sur les points décisifs, et de reconnaître les points sur lesquels, dans les batailles, poster les plus grandes masses de troupes pour assurer le succès ».

Donc, sauf pour un petit moment, à l'école de guerre, nous cherchons notre terrain. Quel est notre terrain ? Là je redeviens tout à fait sérieux.

Notre terrain, il est celui-ci : à compter du moment où nous adoptons une stratégie de rupture, il importe de savoir quelle est la définition hors de laquelle il n'y a pas de marche possible vers le socialisme.

Eh bien je dis, aussi clairement que je le pense après quelques réflexions et quelque temps mis à cette réflexion que notre terrain est celui-là : il n'y a pas, il n'y aura jamais de société socialiste sans propriété collective des grands moyens de production, d'échange et de recherche.

Notre terrain, s'il est celui-là, nous fera passer à une autre fraction du territoire. Cette autre fraction du territoire nous fera accéder à cette notion moderne, à l'époque de l'audiovisuel et des « mass-media » que si l'on ne va pas aux sources de la culture, on a échoué l'entreprise !

Notre terrain, c'est une analyse économique, ce n'est pas une doctrine, ce n'est pas une idéologie, c'est une science... qui épouse le fait économique et social. Il s'agit simplement d'être honnêtes et d'abord, d'apprendre la science... Et quand on a bien

assis notre premier terrain, quel est notre adversaire ?

Je voudrais balayer vraiment tout de suite — d'abord parce que le temps passe et il ne faut pas que je reste trop longtemps à cette tribune, — il faudrait donc que je balaie tout de suite disons les adversaires fantomatiques, les fantasmes. Il y a un certain nombre de décennies, l'adversaire, qui était-ce ?... Eh bien, une certaine classe dirigeante, assurément. D'autres auraient ajouté l'Église, qui apportait le sceau du spirituel aux moyens de l'injustice sociale... d'autres auraient ajouté : l'Armée... mais ça fait déjà longtemps qu'elle ne fait plus de coup d'État ! D'autres auraient ajouté : les notables. Le véritable ennemi, j'allai dire le seul, parce que tout passe par chez lui, le véritable ennemi si l'on est bien sur le terrain de la rupture initiale, des structures économiques, c'est celui qui tient les clefs... c'est celui qui est installé sur ce terrain-là, c'est celui qu'il faut déloger... c'est le Monopole ! terme extensif... pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes !

L'autre, c'est la lutte contre les monopoles et quand je regarde ce que recouvre le mot, je pense que tout part de là, car le reste, ceux qui gouvernent en politique, ce ne sont que les exécutants de ces monopoles.

Vouloir abattre à tout prix le [gouvernement Chaban-Delmas](#), si on n'écrase pas la société économique qui l'y a installé avec sa fausse nouvelle société... il faut le faire, mais ça risque aussi de nous égarer.

Le monopole, avec ses exécutants, le parti majoritaire, le gouvernement, la majorité à l'Assemblée nationale et tous ceux

que vous rencontrez dans vos communes, dans vos villes et dans vos campagnes... et puis, les agents, les agents multiples qui font que lorsqu'on a désigné les monopoles, il faut aussitôt s'attaquer à une autre forteresse, qui s'appelle l'État — ou du moins, car je ne suis pas anarchiste et je suis l'un de ceux qui pensent que l'État est nécessaire — mais lorsqu'on sait que cet État est un moyen pour une société économique donnée d'assurer le pouvoir de chaque jour sur les millions de citoyens qui vivent sur notre sol, alors il faut s'attaquer à une certaine notion, une certaine nature de l'État, d'autant plus que ce sont les agents stipendiés... je veux dire payés, rémunérés, du grand patronat qui indistinctement passe ici et là... Depuis les grands monopoles que je pourrais citer, et jusqu'aux grandes fonctions publiques, ils représentent une classe à part qui exécute pour le maître les décisions prises dans le secret... des Dieux !

Quel est notre terrain ?.. Quel est notre adversaire ?.. Et maintenant, quelle est notre base ?

Je veux dire : quels sont nos frères, quels sont nos compagnons de combat et puis ceux qui ne le sont pas mais qui sont liés à nous, le monde des travailleurs... par les mêmes intérêts ? Et il n'y a pas d'explication, il n'y a pas de parti politique qui ne repose sur une explication économique d'abord ; un parti obtient le pouvoir, ensuite il gouverne pour tous les Français, mais il exprime une vérité première : l'affirmation de la justice rendue aux millions d'exploités, d'aliénés, de frustrés, d'opprimés !

La base, c'est celle-là ; et comme je me suis permis tout à l'heure une petite phrase qui aurait pu paraître désagréable, je dirai que la meilleure définition que je trouve de cette notion de base sociologique, je la trouve dans la motion signée par

Poperen et c'est pourquoi, au niveau de la Nièvre, qui avons voté à une grande majorité la motion [Mermaz-Pontillon](#), nous y avons ajouté, sous forme d'amendement le texte Popereen en question.

Notre base, et je suis sûr que bien d'autres s'y reconnaîtraient — c'est en effet le front de classe. Encore faudrait-il — on aura le temps une autre fois — fouiller cette motion.

Alors, à partir de là, ça se resserre... et j'approche de ma conclusion. « Stratégie », « tactique », les deux termes sont bien souvent mêlés. « Tactique : (toujours la référence au Littré) : mouvements qui sont commandés par la stratégie. » On n'est pas beaucoup plus avancé ! Mais ça veut dire qu'à partir de la tactique, on va essayer de mettre en œuvre politiquement les définitions et les choix que j'ai tenté d'exposer il y a un instant.

Et c'est là que se posent plusieurs tactiques possibles. C'est là que se trouve le nœud du problème, lorsqu'on entend beaucoup de congressistes dire : il faut aligner le faire sur « le dire ».. ou bien en un langage qui est davantage le nôtre : il faut faire ce qu'on dit ! Il faut reconnaître que c'est moins démonstratif !

Il y a trois tactiques possibles. D'abord la tactique de conquête du pouvoir pour le pouvoir. Par exemple, la tactique de troisième. De ce point de vue, je n'ai pas besoin moi de me forcer, parce que tout le monde la condamne. Mais enfin, la tactique de troisième force, ça veut dire quoi ? Cela veut dire l'alliance avec un certain nombre de familles politiques libérales, en considérant qu'il y a à lutter contre un danger fasciste et contre un danger communiste. C'est ça l'alliance de troisième Force.

Elle n'a retenu l'attention d'aucune motion ; elle n'est pas non plus dans la nôtre. La deuxième tactique, elle est déjà un peu plus

floue. C'est la tactique qui consiste à considérer qu'à compter du moment où l'on fait bloc contre l'adversaire principal, en l'occurrence l'[UNR](#) et ses alliés centristes, on a tout dit... Ce n'est pas la troisième Force, car cette tactique qui au fond cherche à s'appuyer sur les éléments modérés, radicaux, libéraux de toute sorte, est une tactique qui cherche à placer le socialisme comme moyen de direction, comme fer de lance pour faire une société socialiste.

Je n'accuse aucun de ceux qui se trouvent ici, pratiquant cette technique que je n'approuve pas, d'avoir l'intention de trahir le socialisme ! D'ailleurs, je ne serais pas aimable si je disais ça. si je pouvais imaginer qu'il puisse y avoir trahison parce qu'on autorise ce type d'alliance, je serais obligé de quitter piteusement cette tribune, puisque cela me ferait condamner votre dernière motion de Bondy ! Je dis ce que je pense, pas simplement ce qui fait plaisir !

Il y a une troisième tactique, c'est celle de l'union de la gauche, considérée par beaucoup ici comme exclusive des deux autres : de la première par nature, de la deuxième... c'est selon.

Mais je crois qu'il nous faut faire une distinction, et c'est là où nous allons nous distinguer tout à fait de ceux qui pourraient croire qu'il y a confusion : la tactique de l'union de la gauche n'est pas forcément la même. L'union de la gauche, comment la voyons-nous ?

Elle comporte, évidemment, l'alliance de toutes les gauches responsables ; elle considère, cela va de soi, le parti communiste comme un parti responsable.

Cette union de la gauche doit être évidemment ouverte. J'ai cent fois cité dans des réunions avec vous, la phrase de [Krasucki](#)

(il faut avoir de bons auteurs) qui dit : « *Où trouve-t-on les militaires, sinon parmi les civils ? Où trouve-t-on les socialistes, sinon parmi ceux qui ne le sont pas ?* »

J'ajoute que lorsque dans mon département nous avons fait une liste unique au premier tour dans une ville de plus de 30.000 habitants, avec le parti communiste, — c'est une confiance que la presse ne répétera pas — nous avons failli nous brouiller. Pourquoi ? Oh, pour un détail : ils voulaient tout !

Alors, ils nous ont dit : « Vous savez, méfiez-vous, si vous faites deux listes, on de se désistera pas pour vous. » On a dit : « on y a pensé à ça... » Alors, nous, notre liste, elle n'aura qu'un nom : liste socialiste. Elle n'aura que des adhérents : les partis socialistes. Alors, le petit alibi du démocrate pas tout à fait sincère, ça ne prendra pas, vous serez obligé de vous désister pour nous !

La veille du dépôt des listes, ça s'est arrangé. Et ça c'est d'autant mieux arrangé qu'à partir de ce moment-là, les représentants du parti communiste nous ont dit : « mais vous savez, notre liste elle est quand même un peu étroite... pourquoi est-ce que nous n'irions pas chercher quelques personnalités dans la ville, qui ne seraient pas considérées comme socialistes ? »

Autrement dit, ce qui était interdit aux socialistes seuls, devenait bénédiction quand nous étions tous ensemble !

Vous avez donc compris que pour un partisan de l'Union de la gauche et d'un accord avec les communistes, je me suis demandé depuis le début de ce congrès avec tout ce qu'on entend dire, s'il ne fallait pas que je m'en défende ! La défense étant un très mauvais argument, je m'en dispenserai.

Je me contenterai de dire à ceux qui s'en sont inquiétés en particulier à quelques-uns de nos amis qui en ont parlé hier, que dans les campagnes présidentielles, je voudrais les rassurer tout de suite, en 1965, même s'ils ne s'en sont pas aperçus, ce qui est parfaitement normal, moi aussi en 65 j'étais pour le candidat unique de la gauche ! Moi aussi, en 1966, avec [René Billières](#), — et ce n'était pas facile le 1^{er} décembre 1966 — nous avons franchi peut-être le pas décisif qui était bien modeste, vague accord électoral, vague perspective politique.

Moi aussi, j'étais de ceux qui ont signé la première « Plateforme commune » depuis 1936 et le [Conseil national de la Résistance](#) en France, en février 1968. Et je continue de penser ce que je pensais à l'époque et le combat à engager lorsque vous avez bien voulu me faire confiance, non seulement je n'y ai pas manqué, mais je n'y manquerai pas !

Mais j'ai dit, par ma petite anecdote nivernaise, quelles étaient les limites... Et il y a deux façons de traiter avec les communistes : le fameux terme « équilibrer la gauche » j'aurais peut-être mieux fait de tourner plusieurs fois ma langue dans ma bouche avant de prononcer cette expression fameuse, qui m'a valu une série de polémiques de la part de [Georges Marchais](#) depuis... arrêtée il faut le dire depuis quelque temps.

En vérité, il faut savoir si le Parti socialiste sera capable, avec l'ensemble des forces de gauche et de tous ceux qui accepteront les perspectives de la gauche et les perspectives socialistes, il s'agit de savoir si le parti socialiste est un parti prêt à recevoir quotidiennement la leçon... et lorsqu'on ne s'entend pas, lorsqu'une divergence est reconnue, est-il nécessaire que nous soyons toujours en posture d'accusés ? Voilà pourquoi, comme

d'autres l'ont demandé, voilà pourquoi, chers camarades, le débat doit être public, et nos raisons doivent être répercutées dans les masses. Nous n'avons pas de complexe à nourrir, même si nous avons commis — moi le premier — des erreurs ou des fautes.

Je n'ai à accuser personne, et je ne le fais jamais, contrairement à ce que l'on répète. Nous sommes solidaires, tous, et nous devons le rester, quitte à régler, au sein du parti, les tendances et les choix nécessaires.

Mais il y a deux formes d'esprit, il y a ceux qui acceptent — et je sais que ce que je vais dire ne plaira pas à beaucoup — ceux qui acceptent ce que j'appellerai le choix des désespérés ; ce sont ceux qui ne croient plus en eux-mêmes et en nous et qui n'en ont peut-être pas conscience, mais qui agissent comme s'ils en avaient conscience et qui acceptent que la finalité soit celle d'une vassalisation du parti socialiste ! et il y a ceux qui refusent !

Et après vous avoir dit les choix qui étaient les miens, et sur lesquels j'aurai l'occasion de le marquer d'abord en votant la motion « L », c'est-à-dire la motion Mermaz-Pontillon, mais avec les amendements que nous avons choisis dans la Nièvre si j'y suis admis, en faisant quelques propositions sans doute possibles au sein de la Commission des Résolutions, ce choix nul n'a le droit d'en douter, un homme se juge aussi, n'est-ce pas sur ses actes ? Mais je dis que le parti socialiste a une vocation et je le dis sans orgueil au nom de nous tous, qui lui permet d'être à la jonction de l'héritage démocratique auquel nous avons consenti et que nous ne répudions pas, mais auquel il faut rendre sa vérité. Les grands principes de 89... Oui ! Mais ils sont vidés de substance, il faut leur rendre leur substance.

Et le jour où nous l'aurons fait, nous devons parler comme un parti cohérent, aspirant au pouvoir politique et donc au pouvoir économique, et loyal, s'adressant à ses partenaires de la gauche, notamment au parti communiste, qui est en effet le partenaire principal, car il représente — au niveau des luttes concrètes, — une communauté de front de classe, les mêmes, ceux qu'il faut défendre... et puis, il y aura tous ceux qui viendront nous rejoindre, et qui viendront de notre droite. Alors, il faut avoir conscience de nous-mêmes.

J'en ai fini, chers camarades, sinon pour dire : mais vous n'avez pas parlé, au fond, d'un point sur quoi accroche tout, et sur lequel les exégètes admirables, disons nous attendent au tournant... mais spécialement la commission des résolutions, et le Congrès de cet après-midi !

Vous savez, dans le débat, on est d'accord sur tout ! Je ne voudrais pas faire de publicité pour l'essence, ce serait mal venu après tout ce que j'ai dit.

Mais enfin, vous savez... le détail qui change tout... on est d'accord sur tout, et puis... il y a juste un point d'accrochage, il est là... accord avec le Parti communiste, dialogue avec le Parti communiste, alors jusqu'à quand et pour quoi faire ? Et puis, comment va-t-on faire ? Toujours les mêmes questions !

Alors, il y a ceux qui disent : « avant de continuer, il faudrait réfléchir, attendre certaines réponses », c'est la motion [Defferre-Mauroy](#) ; puis, il y a ceux qui disent : «... ce qui implique un certain temps d'arrêté de réflexion... » et puis il y a ceux qui disent : « on va continuer le dialogue idéologique. »

Moi, je suis pour le dialogue et je suis pour l'idéologie, mais je ne suis pas pour le dialogue idéologique.

Attention ! S'il faut choisir un mode d'action et de dialogue, je penche pour ceux qui, dans ce Congrès, préfèrent les actions concrètes, veulent définir le cas échéant, les programmes parce que je pense que le dialogue idéologique, qui pose des questions très importantes, oui... quel est celui d'entre vous, d'entre nous, qui pense une seconde que nous ne serons pas les alliés électoraux des communistes en 1973... ou avant ? Vous savez bien tous que c'est ce qui va se passer, et à ma connaissance il n'y a personne contre, il y en a bien qui voudraient ajouter quelque chose, qui, oralement est excellent, mais il n'y en a pas qui veulent retrancher et je pense que le Parti, dans son ensemble, accepte l'accord électoral avec le Parti communiste.

Bon. Alors, si on se présente ensemble, par un accord de deuxième tour, si le mode de scrutin s'y prête, avec les communistes, vous croyez que vous pourrez aborder les élections sans dire aussi aux Français pour quoi faire ? Cela aussi c'est créer les conditions de l'échec permanent !

Mais le dialogue idéologique qui pose des problèmes vraiment fondamentaux, le dialogue idéologique, il tend à résoudre quoi d'ici 1973 ? Vous savez pourquoi je dis 1973, qu'on ne me prenne pas à revers en disant : on n'a jamais dit cela... c'est moi qui le dis...

Ce dialogue idéologique est-ce qu'il va résoudre le problème de deux philosophies, de deux modes de pensée, de deux modes de conception de l'homme dans la Société ? Alors, je ne comprendrais pas pourquoi il s'est créé un communisme et un socialisme ! Vous croyez qu'on va résoudre cela d'ici deux ans ? Deux ans, c'est une perspective, mais je ne perds pas mon idée de vue... vous croyez qu'on va y arriver ?

Notre pression, et c'est dans ce sens que je comprends les protagonistes du dialogue idéologique que je n'accable pas, j'essaie seulement, en Camarade, de dire nos préférences sans récuser leur opinion, nous voulons seulement dire que pour résoudre le problème de fond, cette pression est bien utile, mais plus utile encore le fait qu'à l'intérieur du Parti communiste conscience soit prise que désormais il n'est plus possible de vivre en vase clos, sous l'abri du centralisme bureaucratique.

Parce qu'il est des socialistes qui combattent sur le terrain, alors le Parti communiste aussi doit s'ouvrir au même type de discussion, sur des actions concrètes, sur des luttes concrètes.

J'ai dit 1973, je pose la question, il faudra y répondre cet après-midi, pas maintenant. Maintenant dialogue idéologique, est-ce que cela veut dire que si on ne s'entend pas sur l'essentiel, on ne pourra pas s'allier aux élections ?

Comme personne n'y pense, cela pourrait laisser penser que le dialogue idéologique ne sert à rien, puisqu'on ne s'est pas entendu, mais qu'on s'entend quand même quand c'est utile !

Ou est-ce que cela veut dire que décidément il ne peut y avoir d'alliance, à quelque degré que ce soit, sauf sur le plan des luttes, sur le terrain, qui sont permanentes et nécessaires avant d'avoir abouti ?

Il y a là une contradiction à notre avis profonde. Voilà pourquoi, en conclusion, je dirai qu'il n'y aura pas d'alliance électorale s'il n'y a pas programme électoral. Il n'y aura pas de majorité commune s'il n'y a pas contrat de majorité. Il n'y aura pas de gouvernement de gauche s'il n'y a pas de contrat de gouvernement... Ne m'applaudissez pas, ceux qui m'applaudissent risquent de se tromper, c'est honnête de le leur

dire, car les trois formes de programme, il est difficile de les dissocier dans un régime bipolarisé de la façon dont vous savez... il est très difficile de les désolidariser...il ne peut pas y avoir non plus de véritable programme annoncé par vos leaders de l'époque prochaine, future, s'ils ne peuvent pas s'adresser aux Français en leur disant : voilà ce qu'on va faire et qui on sera.

[...] Nous, nous avons sacrifié, nous avons rompu avec un passé qui nous était cher... Je n'en tire pas argument près de vous, simplement je devais cela à ceux qui, avec moi, ont depuis quelques années, cherché à vous retrouver.

À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique [Wikisource](#)^[1]. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence [Creative Commons BY-SA 3.0](#)^[2] ou, à votre convenance, celles de la licence [GNU FDL](#)^[3].

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à [cette adresse](#)^[4].

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- Treflon
- Faunee

-
1. [↑ http://fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)
 2. [↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)
 3. [↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)
 4. [↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)